

TARIFS SÛRETÉ VALABLES AU 1er Janvier 2026
Fret livré en assistance transitaire

	Fret livré sécurisé	Fret livré non sécurisé	
	SPX	Certificat de sûreté émis par le transitaire	Certificat de sûreté émis par l'agent de handling
Minimum / MAD	2,40 €	9,30 €	13,90 €
Tarif / Kilo	0,036 €	0,097 €	0,131 €
Maximum / MAD	47,10 €	229,00 €	371,10 €

SPX : Sécurisé pour transport par des aéronefs affectés au transport de passagers et des aéronefs « tout cargo »

PIF : 0,0154 € / kilo traité import et export

Sécurisation par contrôles cynotechniques (fret opaque ou hors gabarit) :

	Agent habilité - certificat de sûreté émis par le transitaire	Agent Non habilité - certificat de sûreté émis par l'agent de handling
Minimum / MAD	44,50 €	45,80 €
Flat / Kilo	0,097 €	0,131 €
Maximum / MAD	718,00 €	754,00 €

Sécurisation par Odorologie (Ou fret en confinement de 24h) :

	Agent habilité - certificat de sûreté émis par le transitaire	Agent Non habilité - certificat de sûreté émis par l'agent de handling
Minimum / MAD	45,10 €	46,40 €
Flat / Kilo	0,102 €	0,135 €
Maximum / MAD	720,30 €	760,30 €

* Tarifs susceptibles de modification en cours d'année

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE WFS

Article 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) ont pour objet de régir les relations contractuelles entre un Client et la Société de manutention (WFS), en ce qui concerne toute entreprise ou transaction relative, mais sans s'y limiter, aux services de piste, aux services de fret et de courrier, aux services d'assistance et à tout autre service logistique fourni par WFS.

Les présentes CGV peuvent être mises à jour de temps à autre et peuvent être consultées à l'adresse <https://www.wfs.aero/>. Les présentes CGV prévalent sur toutes autres conditions générales ou particulières émises par le Client, mais si des conditions particulières sont convenues avec le Client et dans la mesure où elles sont incompatibles avec les présentes CGV, elles prévaudront sur les présentes CGV.

Article 2 - EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le Client donnera toutes les instructions nécessaires à WFS pour l'exécution des services convenus entre les Parties tels que les services de piste, les services de fret et de courrier, les services d'assistance et tout autre service logistique. Sauf accord contraire entre les parties, WFS n'est pas tenue de vérifier les documents (facture commerciale, bordereau de colisage, etc.) fournis par le Client. Toute instruction spécifique à la livraison (paiement à la livraison, déclaration de valeur ou assurance, intérêt particulier à la livraison, etc.) devra être transmise par écrit en double pour chaque prestation et devra être expressément approuvée par WFS.

Article 3 - OBLIGATIONS DU CLIENT

Obligations déclaratives : Le Client sera seul responsable de toutes les conséquences résultant de l'absence d'informations et de déclarations complètes concernant la nature et la spécificité des marchandises lorsque celles-ci nécessitent des dispositions particulières, y compris en ce qui concerne leur valeur, ainsi que leur dangerosité ou leur fragilité. Le Client sera seul responsable, sans recours contre WFS, des conséquences résultant de déclarations ou documents erronés, incomplets, inapplicables ou tardifs, y compris, mais sans s'y limiter, les informations nécessaires à la fourniture de toute déclaration exigée par la réglementation douanière, notamment pour le transport de marchandises expédiées depuis des pays tiers.

Formalités douanières : Le Client garantit le représentant en douane de WFS contre toutes les conséquences financières découlant d'instructions erronées, de documents inapplicables, etc., entraînant généralement le paiement de droits et/ou taxes supplémentaires, le gel ou la saisie des marchandises, et des amendes, etc., à/par l'autorité publique compétente. Si les marchandises font l'objet d'un dédouanement préférentiel conclu ou accordé par l'autorité douanière de l'Union européenne ou de tout autre pays, le Client garantit qu'il a pris toutes les mesures nécessaires, conformément à la réglementation douanière, pour s'assurer que toutes les conditions sont réunies pour éviter toute non-conformité des marchandises vis-à-vis des règles de qualité ou de normalisation technique.

Article 4 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

Pour tout préjudice avéré imputé à WFS, cette dernière ne sera responsable que des dommages prévisibles au moment de la signature du contrat, et qui sont la conséquence immédiate et directe d'un manquement aux prestations convenues. WFS ne sera en aucun cas responsable vis-à-vis du Client de toute perte de profit, perte d'usage, perte de clientèle, perte de réputation, perte de chiffre d'affaires, perte d'économies anticipées, perte d'activité, perte de contrat, ou de toute perte ou dommage accessoire, spécial, indirect ou consécutif, ou dommages punitifs, exemplaires ou non compensatoires, encourus ou subis par le Client découlant de ou en relation avec l'exécution des prestations par WFS. Les dommages et intérêts sont strictement limités aux montants indiqués ci-dessous.

La responsabilité de WFS est limitée à celle encourue par les parties substituées dans le cadre de l'opération confiée à WFS.

Sauf accord contraire des Parties, lorsque la responsabilité personnelle de WFS est engagée, pour quelque raison et à quelque titre que ce soit, elle sera strictement limitée aux dommages aux biens imputables à des pertes et dommages pendant la prestation, à concurrence de 20 € par kilogramme de poids brut de biens manquants ou endommagés, sans

dépasser, quels que soient le poids, le volume, les tailles, la nature ou la valeur des biens respectifs, un montant supérieur à 750 € par colis ou chargement unitaire litigieux, avec un montant maximum de 60 000 € par événement.

Dans l'hypothèse où la responsabilité personnelle de WFS serait engagée pour tout autre dommage, l'indemnité due par WFS serait strictement limitée au prix de transport des marchandises (hors droits, taxes et frais divers) ou à celui de la prestation entraînant le dommage tel que prévu au contrat. Cette indemnité ne peut excéder celle qui est due en cas de dommages ou de pertes de marchandises. Aucune disposition des présentes CGV n'exclut la responsabilité en cas de décès ou de dommages corporels causés par négligence ou la responsabilité en cas de déclaration frauduleuse. La société WFS est couverte par des assureurs dont la responsabilité financière est reconnue contre ces pertes et risques, pour des montants jugés prudents et habituels dans les secteurs d'activité dans lesquels elle exerce ses activités.

Article 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Les prestations sont payables par prélèvement automatique, virement bancaire ou carte de crédit à réception de facture, et en tout état de cause dans un délai de 30 jours à compter de la date de facture. Toute contestation relative à une facture devra être formulée, en tout ou partie, dans les 10 jours calendaires à compter de sa réception. Si seule une partie de la facture est contestée, la partie non contestée sera payée conformément aux termes des présentes CGV.

Aucun escompte ne sera accordé pour tout paiement anticipé émis avant la date d'échéance figurant sur la facture.

Pour tout retard de paiement, la partie défaillante sera redevable de pénalités de retard au taux d'intérêt légal défini par la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points de pourcentage tel que défini à l'article L.441-10 alinéa 12 du Code de commerce, ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros telle que définie à l'article D.441-5 du Code de commerce.

Tant les frais de retard de paiement que l'indemnité sont dus de plein droit, sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire, sans préjudice de tout recours possible, pour tous autres dommages résultant directement de ce retard de paiement, y compris le droit de rétention conventionnel de WFS, opposable à toutes les parties, et un privilège contractuel conventionnel de possession sur tous les biens, valeurs et documents en possession de WFS, afin de garantir toute dette.

Article 6 - RESPECT DES LOIS ET PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de l'exécution de ses obligations en vertu des présentes, chaque partie respectera et veillera à ce que son personnel, ses entités affiliées et les tiers engagés par ladite partie dans le cadre d'activités en vertu des présentes CGV (les « Représentants ») se conforment à toutes les lois et réglementations nationales ou internationales applicables à la prestation de services en vertu des présentes (les « Lois Applicables »), y compris les Lois Applicables en matière de sanctions, de contrôle des exportations, de lois relatives à la concurrence, de pratiques commerciales loyales, de lutte contre le blanchiment d'argent, contre les pots-de-vin et contre la corruption. Le Client déclare, garantit et s'engage comme suit : a) à la date des présentes, ni lui ni aucun de ses Représentants ne sont ou n'agissent pour le compte de personnes soumises à des restrictions en vertu de toute loi ou réglementation commerciale applicable à la fourniture de services en vertu des présentes CGV, y compris, afin d'éviter toute ambiguïté, les Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les embargos ou mesures restrictives de l'Union européenne, des États membres de l'UE, du Royaume-Uni ou de Singapour, les règlements sur l'administration des exportations des États-Unis (Export Administration Regulations - « EAR »), et les lois relatives aux sanctions administrées par l'Office of Foreign Assets Control du département du Trésor des États-Unis, et autres mesures applicables relatives aux contrôles et sanctions commerciaux administrées par les autorités gouvernementales compétentes pour les activités au titre des présentes (collectivement les « Lois Commerciales ») (« Personnes soumises à des restrictions ») ; b) pendant la durée des prestations ni lui ni aucun de ses Représentants n'agiront pour le compte de Personnes soumises à des restrictions ; et, c) le Client s'abstiendra, et veillera à ce que ses Représentants s'abstinent, de prendre des mesures qui

entraineront ou seront raisonnablement susceptibles d'entraîner une violation des Lois Commerciales par WFS, y compris en utilisant les services de WFS, au profit d'un pays sanctionné en vertu des Lois Commerciales, d'une Personne soumise à des restrictions, d'un aéronef (i) qui est soumis à des restrictions ou sanctionné en vertu des Lois Commerciales, ou (ii) qui a été identifié par le Bureau of Industry and Security du département du Commerce des États-Unis comme faisant l'objet de restrictions en vertu de l'EAR (« Aéronef soumis à des restrictions »), ou de marchandises qui ont été ou doivent être importées ou exportées en violation des Lois Commerciales. Si WFS estime raisonnablement et de bonne foi (i) que le Client ou l'un de ses Représentants a agi en violation des présentes CGV, des Lois Applicables ou des Lois Commerciales dans le cadre de tout service ou transaction en vertu des présentes et est devenu une Personne soumise à des restrictions, ou agit pour le compte d'une Personne soumise à des restrictions ou d'un pays sanctionné en vertu des Lois Commerciales, ou (ii) que la fourniture des services en vertu des présentes pourrait être au profit d'un Aéronef soumis à des restrictions, ou (iii) que la fourniture des services en vertu des présentes pourrait mettre WFS en position de violation des Lois Applicables, Lois Commerciales ou de ses politiques internes relatives au respect des Lois Commerciales, WFS se réserve le droit de suspendre les services ou de mettre fin à la relation contractuelle entre les parties. Ce faisant, WFS ne sera redevable d'aucune autre compensation vis-à-vis du Client pour ou en lien avec toute transaction passée, en cours ou future ou pour toute autre raison en vertu des présentes CGV.

Dans la mesure où des données à caractère personnel sont traitées par les parties, chaque partie certifie et garantit qu'elle respecte toutes les obligations qui lui sont imposées par les lois applicables en matière de protection des données à caractère personnel, y compris (a) les lois de l'Union européenne ou des États membres en ce qui concerne les données à caractère personnel pour lesquelles elle est soumise aux Lois de l'UE sur la protection des données ; et (b) toute autre loi applicable en ce qui concerne les données à caractère personnel pour lesquelles elle est soumise à d'autres lois sur la protection des données. Chaque partie

certifie qu'elle sera en mesure de prouver cette conformité à la demande de l'autre partie. Chaque partie s'engage à (i) traiter les données à caractère personnel exclusivement pour les finalités nécessaires à l'exécution des prestations et, plus généralement, si elle agit en qualité de sous-traitant, à n'agir que sur instruction écrite de l'autre partie ; (ii) assurer la protection des données à caractère personnel et du traitement y afférent dans le respect de la réglementation applicable ; (iii) assurer un niveau de sécurité approprié compte tenu des risques du traitement et de la nature des données concernées par mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées ; (iv) coopérer afin de répondre à une demande d'exercice des droits garantis par la législation applicable en matière de protection des données ; (v) signaler rapidement et par écrit tout incident relatif au traitement et à la sécurité des données à caractère personnel traitées pour le compte de l'autre partie ; (vi) apporter toute la coopération nécessaire afin de minimiser les conséquences de ces incidents à l'égard des personnes concernées, et permettre à l'autre partie de remplir toutes ses obligations légales ; (vii) permettre à l'autre partie de réaliser des audits de sécurité lorsque cette dernière l'estime nécessaire, (viii) ne pas désigner de sous-traitant ultérieur sans l'accord écrit préalable de l'autre partie (ix) ne pas transférer les données à caractère personnel traitées en dehors de l'Union européenne sans la mise en œuvre d'un mécanisme alternatif de protection des données à caractère personnel, (x) supprimer ou restituer sans délai les données à caractère personnel à la demande de l'autre partie ou à la fin de la période de conservation, conformément à la réglementation applicable.

Article 7 – COMPÉTENCE ET LÉGISLATION APPLICABLE

Tout litige ou toute réclamation pouvant survenir entre les Parties sera exclusivement réglé(e) par les lois du pays où les services de WFS sont fournis. En cas de litige ou de réclamation qui ne pourrait être résolu(e) à l'amiable entre les Parties, les tribunaux du pays où WFS fournit des Services et est immatriculée seront compétents, même en cas de pluralité de défendeurs ou de tiers défendeurs.

WFS GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF SALE

Article 1 - PURPOSE AND SCOPE

The purpose of the present General Terms and Conditions (T&C) is to govern the contractual relations between a Client and the Handling company (WFS), with regards to any undertaking or transaction pertaining but not limited to ramp services, cargo and mail services, support services and any other logistic services provided by WFS.

These T&C may be updated from time to time and may be found at <https://www.wfs.aero/>. These T&C prevail over any other general or special term and conditions issued by the Client, but if Special T&C are agreed with the Client to the extent that they are inconsistent with these T&C, they will have precedence over these T&C.

Article 2 - PERFORMANCE OF THE SERVICES

The Client shall issue all necessary instructions to WFS for the performance of the services as agreed between the Parties such as ramp services, cargo and mail services, support services, and any other logistic services. Unless otherwise agreed between the parties, WFS is not required to verify documents (commercial invoice, packing note, etc.) provided by the Client. Any delivery-specific instruction (payment on delivery, declaration of value or insurance, special interest in delivery, etc.) shall be made in writing in a duplicated order for each service and shall be expressly approved by WFS.

Article 3 - OBLIGATIONS OF THE CLIENT

Declaratory Obligations: The Client shall be solely liable for all the consequences resulting from any failure to provide the information and completed declaration regarding the specific nature and the specificity of the goods where the latter require specific provisions, including their value as well as their dangerousness or fragility. The Client shall be solely liable, with no right of redress against WFS, for any consequences resulting from erroneous, incomplete, unenforceable or delayed declarations or documents, including but not limited to the information needed for the provision of any declaration required by customs regulations, notably for the transportation of goods shipped from third countries.

Customs formalities: The Client shall hold the WFS customs representative harmless against any financial consequences arising from erroneous instructions, unenforceable documents, etc., generally leading to the payment of additional duties and / or taxes, freezing or seizure of the goods, and fines etc., to/by the relevant public authority. If the goods are customs cleared under a preferential status that was entered into or granted by the European Union or any other countries custom's authority, the Client guarantees that it has taken all the steps necessary pursuant to customs regulations, to ensure that all conditions for the failure of any goods to comply with the quality or technical standardisation rules.

Article 4 - LIABILITY AND INSURANCE

For any evidenced prejudice attributed to WFS, the latter shall only be liable for damages foreseeable at the time the contract was signed, and which are an immediate and direct result of a breach of agreed services. In no event shall WFS be liable to the Client for any loss of profit, loss of use, loss of goodwill, loss of reputation, loss of revenue, loss of anticipated savings, loss of business, loss of contract, or for any incidental, special, indirect or consequential loss or damage, or punitive, exemplary or non-compensatory damages, incurred or sustained by the Client arising out of or in connection with WFS's performance of the services. Damages are strictly limited to the amounts set forth hereunder.

The liability of WFS is limited to that incurred by the substituted parties in the framework of the operation entrusted to WFS.

Unless the Parties agree otherwise, where WFS's personal liability is incurred, for any reason and in any capacity, it shall be strictly limited to damages to goods attributable to losses and damages during the operation, thereof, up to €20 per kilogram of gross weight of missing or damaged goods, without exceeding, regardless of the weight, volume, sizes, nature or value of the respective goods, an amount exceeding €750 per disputed package or unit load with a maximum amount of €60,000 per event.

Should WFS's personal liability be incurred for any other damages, the compensation owed by WFS shall be strictly limited to the price of transportation goods (exclusive of duties, taxes and miscellaneous costs) or to that of the service leading to the damages as provided under the

contract. Such compensation shall not exceed that which is owed in the event of goods damages or losses. Nothing in this T&C shall exclude liability for death or personal injury caused by negligence or liability for fraudulent misrepresentation. WFS is insured by insurers of recognized financial responsibility against such losses and risks and in such amounts as are prudent and customary in the businesses in which WFS operates and is engaged.

Article 5 – PAYMENT TERMS

Services shall be payable by direct debit, bank transfer or credit card on receipt of the invoice, and in all instances, within 30 days from the date of the invoice. Any dispute relating to an invoice shall be raised, in total or in part, within 10 calendar days of its receipt. If only part of the invoice is disputed, the non-disputed part shall be paid as per the terms herein T&C. No discount shall be granted for any early payment issued before the due date appearing on the invoice.

For any late payment, the defaulting party shall owe late payment fees at the legal interest rate defined by the European Central Bank plus 10 points of percentage as defined in Article L.441-10 section 12 of the Code of Commerce, as well as a fixed recovery costs indemnity of 40 (forty) Euro as defined in Article D.441-5 of the Code of Commerce.

Both the late payment fees and indemnity are due as of right, without a notice being necessary, without prejudice to any possible remedy, for any other damages arising directly from such delay in payment, including WFS's conventional right of retention, enforceable against all parties, and a conventional contractual possessory lien over all goods, values and documents in WFS's possession, in order to guarantee any debt.

Article 6 - COMPLIANCE WITH LAWS AND DATA PROTECTION

In the course of performing its obligations hereunder, each party shall and shall ensure that its personnel, affiliated entities and third parties engaged by such party in respect of activities under this T&C ('Representatives'), comply with all national or international laws and regulations applicable to the provision of services hereunder ('Applicable Laws') including Applicable Laws regarding sanctions, export controls, anti-trust, fair competition, anti-money laundering, anti-bribery, and anti-corruption. The Client represents, warrants and undertakes, as follows: a) as at the date hereof, neither it nor any of its Representatives are or are acting on behalf of persons restricted under any trade law or regulation applicable to the provision of services under this T&C including, for the avoidance of doubt, UN Security Council Resolution, sanctions and export control laws embargoes or restrictive measures of the European Union, individual EU Member States, the United Kingdom, or Singapore, the US Export Administration Regulations, laws regarding sanctions administered by the US Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control, and other applicable measures related to trade controls and sanctions administered by governmental authorities with jurisdiction over the activities hereunder (collectively "Trade Laws") ("Restricted Persons"); b) for the duration of this T&C neither it nor any of its Representatives will act on behalf of Restricted Persons; and, c) the Client shall not, and shall ensure its Representatives shall not, take any actions that shall result or are reasonably likely to result in a violation of Trade Laws by the WFS including by using WFS's services, for the benefit of a country sanctioned under Trade Laws, a Restricted Person, an aircraft that (i) is restricted or designated under Trade Laws, or (ii) has been identified by the US Department of Commerce's Bureau of Industry and Security as subject to restrictions under the US Export Administration Regulations ("Restricted Aircraft"), or cargo that has been, or is to be, imported or exported in violation of Trade Laws. In the event that WFS forms a reasonable, good faith belief (i) that Client or one of its Representatives has engaged in conduct in violation of this T&C, Applicable Laws or Trade Laws in connection with any services or transactions hereunder, has become a Restricted Person or is acting on behalf of a Restricted Person or a country sanctioned under Trade Laws, or (ii) that the provision of services hereunder could be for the benefit of a Restricted Aircraft, or (iii) that the provision of services hereunder could put WFS in breach of Applicable Laws or its internal policies regarding compliance with Trade Laws, WFS reserves the right to suspend the services or terminate the contractual relationship between the parties Upon doing so, no further compensation



shall be owed by the WFS to the Client for or in connection with any past, pending or future transaction or for any other reason under this T&C. To the extent any personal data is being processed by the parties, each party certifies and warrants that it complies with all obligations imposed on it by the applicable personal data protection laws including (a) European Union or Member State laws with respect to any personal data in respect of which it is subject to EU Data Protection Laws; and (b) any other applicable law with respect to any personal data in respect of which it is subject to any other data protection laws. Each party certifies that it will be able to prove such compliance at the other party's request. Each party undertakes to: (i) strictly process personal data for the purposes necessary in the provisions of the services and, more generally, if it is acting as the data processor, to act only pursuant to the other party's written instructions; (ii) ensure the protection of the personal data and of the related processing in compliance with the applicable regulation; (iii) ensure an appropriate level of security considering the risks of the processing and the nature of the data concerned by implementing appropriate technical and organizational measures; (iv) cooperate in order to comply with a request for the exercise of the rights guaranteed by applicable data protection law ; (v) report promptly and in written any

incidents relating to the processing and security of personal data processed on behalf of the other party; (vi) provide all necessary cooperation in order to minimize the consequences of such incidents with regard to the persons concerned, and to allow the other party to fulfil all its legal obligations; (vii) allow the other party to carry out security audits when the latter considers it necessary, (viii) must not appoint sub-processor without the prior written consent of the other party (ix) not transfer the personal data processed outside of the European Union without the implementation of an alternative mechanism of personal data protection, (x) promptly delete or return the personal data upon request of the other party or at the end of the retention period, in accordance with the applicable regulation.

Article 7 – JURISDICTION AND GOVERNING LAW

Any dispute or claim that may arise between the Parties will be exclusively governed by the laws of the country where WFS's services are provided. In the event of any dispute or claim that cannot be resolved amicably between the Parties, the Courts of the country where WFS provides Services and is registered have jurisdiction, even in the event of multiple defendants or third-party defendants.